



## Communiqué de l'intersyndicale interfrancilienne (CID – DI IdF – DIPA – DNRED – SNDJ)

**Le jeudi 11 avril 2019 est un jour qui fera date.**

Il fera date, car ce qui s'est passé n'était pas un événement strictement local. Mais bel et bien un événement à retentissement national. **À l'appel de nos organisations, ce fut une action sans précédent en termes de mobilisation auprès de la Direction Générale (DG).**

**Pour rappel, en 2009**, ce furent quelques dizaines d'agents qui se mobilisèrent, devant le bâtiment de la DG sis rue des Deux Communes, contre la Prime de Fonction et Résultats (PFR = prime individualisée, selon le « mérite »).

**Trois ans plus tard**, en mai 2012, 150 à 200 collègues se réapproprièrent le bâtiment pour dénoncer l'extension de la journée de carence aux indispositions, extension qui se traduisait par la disparition de ces dernières.

**Là, ce jeudi 11 avril 2019**, 400 à 500 douaniers se sont rendus en début de matinée au siège de leur direction générale. Ils venaient de tous les horizons de l'Île-de-France. Au sens le plus large du terme : depuis les Directions interrégionales d'Île-de-France (DI IdF) et de Paris-Aéroports (DIPA), jusqu'aux services à compétence nationale CID, DNRED et SNDJ, en passant par des agents de la DG elle-même.

**Et, là encore, ils eurent à essayer l'absence d'ouverture au dialogue de leurs cadres dirigeants. Aussi les agents ont décidé de franchir symboliquement les différentes barrières physiques qui se présentèrent à eux.** D'abord la barrière séparant le patio de la rue, puis les portiques séparant le hall du cœur du bâtiment, afin d'aller interpeller directement le directeur général au 5<sup>ème</sup> étage.

M. Gintz était malheureusement absent ! Nous eûmes à ce titre plusieurs explications contradictoires ! D'abord qu'il était dans les locaux mais a décidé d'en partir lors du franchissement des portiques. Puis, plus prosaïquement, qu'il devait être au Sénat devant la Commission des Finances.

Seul M. Thillier, son adjoint, est venu se présenter aux agents. Avec des éléments de langage décevants, ne proposant rien de nouveau.

**Devant l'effacement et l'immobilisme de leurs cadres dirigeants**, lors de la Réunion Mensuelle d'Information Syndicale (RMIS) tenue dans la foulée à Orly, **les agents et nos organisations ont acté 2 axes de mobilisation :**

- la réappropriation de nos missions.  
C'est-à-dire la poursuite de contrôles douaniers authentiques, prenant le temps qu'il faut, autant que de besoin, en rotation entre les services pour ne pas s'exposer.
- un 2<sup>d</sup> moment fort interfrancilien, d'interpellation cette fois-ci directement du Politique, le jeudi 18 avril à Orly. Ce jour-là le Premier ministre Édouard Philippe se rendra sur place pour inaugurer le bâtiment de jonction entre les terminaux. Aux côtés des salariés dénonçant le projet de privatisation de Paris-Aéroports, nous réclamerons une réelle réhabilitation du Service Public. Une réelle considération envers les agents l'exerçant quotidiennement. De réelles négociations pour débloquer cette situation.

Nous invitons l'ensemble des agents des directions franciliennes à :

**Effectuer tous les jours nos missions sans autocensure !**

**Se rendre le jeudi 18 avril à 9h30 à Orly 4 (ex Terminal Sud)**  
(Orlybus station Orly 4 ; T7 station Aéroport d'Orly ; ORLYVAL station Orly 4)



## **Communiqué de l'intersyndicale interfrancilienne (CID – DI IdF – DIPA – DNRED – SNDJ)**

**Le jeudi 18 avril, entre 400 et 500 agents** des Douanes et du gestionnaire Aéroports de Paris (ADP, nouvellement PARIS-AÉROPORT) se sont mobilisés à Orly. **Ils y ont affirmé en commun** leur attachement au Service Public. Ils y ont dénoncé *a contrario* la politique de renoncement, voire d'abandon du gouvernement.

### **Car les problématiques se recouvrent !**

**Les agents d'ADP** luttent contre le projet de privatisation inscrit dans la loi PACTE (plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises).

D'abord parce qu'au regard des précédentes privatisations, tout porte à craindre à la fois affaiblissement de leurs statuts et dégradation de leurs conditions de travail.

Ensuite parce que nul argument économique ne saurait être invoqué : la société est bien gérée selon les standards capitalistiques, dégageant plusieurs centaines de millions d'euros de bénéfices. Sans compter qu'en matière d'infrastructures, une privatisation ne s'accompagne pas de « *mise en concurrence* », sauf des salariés. Le précédent des autoroutes est là pour en attester.

**Les agents des douanes** luttent pour de meilleures conditions de vie et de travail. Après plus de 25 ans d'adaptation aux diverses réformes, ils demandent leur dû, pour ne pas dire réparation.

C'est-à-dire, après une diminution de leur niveau de vie depuis 10 ans, une augmentation de 100 euros mensuels net.

C'est-à-dire après des années de service de nuit, en horaires décalés, exposés à diverses pénibilités, l'ouverture de discussions sur leur retraite.

C'est-à-dire, après une diminution de 6000 agents depuis le début des années 1990, une recreation massive de postes. Et bien plus que les 750 postes annoncés par le Gouvernement, qui ne sont que départs à la retraite remplacés ou report de suppressions de postes !

**En commun**, en qualité de citoyens, ils ont fait valoir leur attachement à un fleuron national, stratégique. Une des principales frontières tierces de France ! Ce sous gestion à nouveau entièrement publique.

Car les précédentes évolutions de l'entreprise ont mis à mal le service public. Les administrations (la Douane, mais également la Police aux frontières) sont déconsidérées. Vues de moins en moins vues comme des partenaires, et de plus en plus traitées comme de « simples » clients.

C'est-à-dire non associées en amont aux projets de réaménagement, de leurs locaux et des plateformes. C'est-à-dire payant de très onéreux loyers et autres redevances (places de stationnement, télécommunications, travaux de maintenance, etc).

C'est-à-dire ne pouvant pas faire correctement et efficacement leur mission de contrôle, sans essayer de remarques sur la « nécessaire » fluidité des flux ! Aux dépends de la protection de nos concitoyens et des intérêts de notre Nation !

Devant l'immobilisme des divers cadres dirigeants,  
nous invitons l'ensemble des agents des directions franciliennes à :

**Effectuer tous les jours nos missions sans autocensure !**

**Participer à un 3<sup>ème</sup> « jeudi noir » en se rendant le jeudi 25 avril à 9h00 à Roissy**  
(devant le bâtiment de la Direction Interrégionale : CDGVAL station PR)